

AFGHANISTAN

À l'approche des élections, les étrangers fuient Kaboul ou s'enferment

A l'approche des élections de jeudi, menacées par les violences, des centaines d'étrangers quittent l'Afghanistan, poussés par leurs employeurs à prendre quelques jours de vacances, alors que la plupart des autres se préparent à passer la semaine enfermés chez eux.

Huit ans après leur arrivée en Afghanistan dans les bagages de la communauté internationale, les étrangers ne devraient guère être nombreux jeudi à mettre le nez dehors, hormis la presse et les conseillers électoraux.

Plusieurs centaines ont quitté le pays pour une semaine ou plus, ou sont en passe de le faire, ont indiqué à l'AFP de multiples sources internationales.

Ils passeront donc la période électorale à l'abri des menaces qui pèsent sur les scrutins présidentiel et provinciaux, à commencer par les rebelles talibans, qui ont annoncé des attaques contre les bureaux de vote, après avoir démontré samedi dernier qu'ils pouvaient frapper partout en commettant un attentat suicide devant le QG de la force de l'Otan à Kaboul. Près de 200 Allemands travaillant pour des projets de développement auront quitté le pays avant les élections, selon une source allemande.

L'Onu, qui compte près de 1 000 expatriés dans le pays, a conseillé à ses personnels «non

essentiels» et ne travaillant pas pour les élections de profiter de l'occasion pour prendre leurs congés.

«Au total, on doit être autour de 600 ou 700», explique un cadre de l'Onu, sous couvert d'anonymat. Mais nombre de cadres et la quasi-totalité des responsables d'agences de l'ONU sont restés, selon une autre source onusienne.

Selon des sources concordantes, un tiers des ONG ont évacué leur personnel international, un tiers ont fait partir les «non essentiels» et un tiers fonctionnent normalement.

«Nous avons dit à nos expatriés qu'ils pouvaient prendre leurs vacances au moment des élections. Six sur quinze sont partis», a expliqué à l'AFP le directeur de l'ONG Care international dans le pays, Lex Kassenberg.

Ceux qui resteront sont, en général, invités à ne pas sortir de chez eux, comme l'a fait par exemple l'ambassade d'Australie. Soulignant les risques d'attaques, une compagnie de sécurité a conseillé à



Affiches électorales dans une rue de Kaboul.

ses clients étrangers de rester chez eux entre mardi matin et dimanche soir, et de n'en bouger que si cela était nécessaire, dans un avis dont l'AFP a eu

copie. La semaine des élections s'annonçait de toute façon en grande partie chômée, entre mardi soir et dimanche, avec deux jours fériés mercredi (fête

de l'indépendance) et jeudi (élection), suivis du week-end, vendredi et samedi.

D'autres organisations n'ont rien changé et comptent le

même nombre d'expatriés, comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ou l'ambassade des Etats-Unis.

Malgré les menaces et l'attentat de samedi, l'ONU n'a pas relevé son niveau de sécurité ni décrété le stade de «ville blanche», qui oblige les personnels concernés à rester chez eux, tout déplacement étant dérogatoire.

«On espère ne pas avoir à le faire, parce que ça compliquerait les mouvements de ceux qui travaillent pour les élections. Mais aussi parce que cela donnerait un mauvais signal : décréter la ville blanche, c'est admettre que la situation est très mauvaise», explique la source onusienne.

Tout ne sera pas pour autant réglé si les élections se passent bien.

«Le moment de vérité sera celui de l'annonce des résultats», prévu à la mi-septembre, estime une employée britannique d'ONG.

Pendant les élections, comme après les résultats, "je crains surtout les mouvements de foule qui peuvent dégénérer en manifestations anti-occidentales", comme cela a eu lieu fin mai 2006 à Kaboul, souligne un chef d'entreprise français, en partance pour dix jours de vacances.

Photo : DR

IRAN

Le pouvoir maintient la pression et suspend un journal réformateur

Le pouvoir iranien a maintenu hier lundi la pression sur les adversaires réformateurs du président Mahmoud Ahmadinejad, interdisant jusqu'à nouvel ordre la parution du quotidien de Mehdi Karoubi et empêchant tout rassemblement de protestation devant ce journal.

Selon des témoins, la police, très présente à proximité des locaux d'Etemad Melli, a interpellé plusieurs personnes scandant des slogans. Samedi, dans les colonnes de ce quotidien, M. Karoubi avait formulé de nouvelles accusations contre le pouvoir, évoquant la torture et la mort de manifestants incarcérés. «La nuit dernière (dimanche soir) un représentant du parquet s'est rendu à l'imprimerie d'Etemad Melli et a ordonné une suspension temporaire du journal», a affirmé un fils de Mehdi Karoubi, Hossein, cité par le site internet du parti de l'ancien candidat réformateur.

Plusieurs dizaines de personnes protestant contre cette suspension se sont brièvement ras-

semblées devant le siège du journal lundi après-midi, selon le site du parti de M. Karoubi et des témoins. Le dernier rassemblement de protestation contre le pouvoir remontait au 5 août.

La police les a toutefois rapidement dispersés, et a procédé à des interpellations.

«Les gens se déplaçaient par groupe de 20 ou 30 et scandaient des slogans et j'ai vu plusieurs arrestations», a indiqué à l'AFP un témoin.

Le procureur de Téhéran, Saïd Mortazavi, cité par l'agence Mehr, a annoncé que l'interdiction de publication restait en vigueur «jusqu'à nouvel ordre».

«Dans ses dernières éditions, le journal a publié des (propos) portant atteinte à la sécurité nationale», a précisé le procureur dans une lettre adressée au bureau de presse et au ministère de la Culture. Hossein Karoubi avait auparavant souligné que cette décision constituait des représailles à de récents propos de son père.

Mehdi Karoubi a formulé samedi de nouvelles accusations contre le pouvoir. Dans son journal, il a affirmé que certains détenus étaient morts en prison après avoir été «battus et torturés».

Réagissant à ces accusations, un religieux ultraconservateur a réclamé une peine de 80 coups de fouet à l'égard de l'ancien candidat réformateur. «Selon les enseignements religieux, si une personne accuse une autre de crime sexuel et ne peut le prouver, il doit recevoir 80 coups de fouet», a-t-il dit, cité lundi hier par le quotidien Kayhan.

«M. Karoubi a accusé le régime et ses allégations ont été réfutées par les deux branches du régime», législative et judiciaire, a-t-il ajouté.

De nombreux responsables conservateurs ont accusé M. Karoubi de mentir et de fournir des arguments aux gouvernements étrangers.

Mais le réformateur a répété dimanche soir que ces accusations ne le feraient pas taire.

«Les autorités ont créé un tel climat que personne n'ose parler. Mais ces comportements et ces intimidations ne me réduiront pas au silence et je dirai les choses que je juge nécessaires», a-t-il souligné dans un communiqué.

Il a exigé à nouveau que les autorités enquêtent sur les incidents qu'il a rapportés.

M. Karoubi avait formulé ses premières accusations le 29 juillet dans une lettre à l'ex-président Akbar Hachémi Rafsandjani. Il affirmait que des détenus avaient été «sauvagement violés» en détention. Au moins 4 000 personnes ont été arrêtées lors des manifestations qui ont suivi l'annonce de la réélection, mi-juin, du président Mahmoud Ahmadinejad et 300 sont toujours derrière les barreaux, selon des sources officielles.

L'opposition a indiqué dans un rapport au Parlement que 69 personnes avaient péri dans les violences. Le bilan officiel est d'une trentaine de morts.

RUSSIE

Accident sur un barrage hydroélectrique de Sibérie, au moins 8 morts

Au moins huit personnes ont péri et des dizaines d'autres étaient portées disparues hier après un spectaculaire accident sur l'une des plus grandes centrales hydroélectriques de Russie, en Sibérie, qui a sérieusement perturbé l'approvisionnement énergétique de la région.

L'activité de la centrale hydroélectrique de Saïano Chouchenskaïa, dans la région de Khakassie, à proximité de la frontière mongole et à environ 4 300 km de Moscou, a été totalement interrompue après la catastrophe.

Celle-ci a été provoquée par une brusque élévation de la pression de l'eau dans l'une de ses dix turbines, dont l'origine n'est pas encore connue, ont indiqué des responsables.

La centrale, située sur le fleuve Lénilisseï, est l'une des plus puissantes du monde, avec une capacité de 6,4 millions de kWh. Son barrage, qui culmine à 245 mètres de hauteur, est long de 1

074 mètres. L'irruption de l'eau, qui s'est produite au cours de réparations, a provoqué un «choc hydraulique» qui a détruit la turbine et une partie du plafond et du mur de la salle, a expliqué à l'AFP un porte-parole du ministère local des Situations d'urgence. Huit personnes ont été tuées et 14 blessées dans l'accident, a indiqué à l'AFP un responsable du ministère des Situations d'urgence. Par ailleurs, «on est sans nouvelles de 68 personnes», a déclaré à la radio Echo de Moscou un autre responsable de ce ministère, Andreï Klouïev. Les galeries qui passent en dessous de la salle des machines sont inondées. «Il est possible que des gens se trouvent dans les galeries», a-t-il expliqué.

Selon un autre bilan donné par l'agence Itar-Tass, dix personnes sont mortes et 54 disparues.

Les télévisions russes ont diffusé des images montrant des débris de béton, de câbles et d'armatures métalliques tombées pêle-mêle à l'arrière

du barrage, et la salle des turbines envahie d'eau et de débris.

Le président russe Dmitri Medvedev a chargé le ministre de l'Energie, Sergueï Chmatko, et le ministre des Situations d'urgence, Sergueï Choïgou, de prendre personnellement la crise en main, a indiqué le Kremlin dans un communiqué.

Ni le corps du barrage ni le cœur de la centrale n'ont été touchés, a déclaré à l'AFP un autre porte-parole du ministère des Situations d'urgence, Dmitri Koudriavtsev. Le ministère russe de l'Energie, de son côté, a assuré que les populations vivant en aval du barrage n'étaient pas menacées. Toutefois, la reconstruction totale de la centrale «prendra des années», a indiqué Sergueï Choïgou, cité par l'agence Interfax.

L'accident a également eu de graves conséquences économiques et environnementales : une nappe de produits pétroliers d'environ 25 km carrés, échappée des turbines accidentées, a été

repérée à la surface du Lénilisseï, a indiqué le ministère russe des Ressources naturelles et de l'Ecologie dans un communiqué.

Enfin, l'arrêt des turbines a sérieusement perturbé l'approvisionnement en énergie de la région. «La situation est devenue extrêmement compliquée dans la région à la suite de l'accident. Il nous manque environ 41 mégawatts d'énergie», a déclaré le gouverneur de la région de Tomsk, Viktor Kress, cité par l'agence RIA Novosti.

Des entreprises de la région ont dû interrompre leur activité ou recourir à des sources d'énergie extérieures, à l'instar du géant de l'aluminium Rusal, propriété de l'homme d'affaires Oleg Deripaska, qui y gère plusieurs fonderies. Des mesures d'économies d'énergie ont été mises en place dans la ville voisine d'Abakan, a indiqué le maire de la ville. Enfin, les titres en Bourse du groupe Rushydro, propriétaire de la centrale, ont été suspendus.